



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2985>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1112 - août-septembre 2010 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 septembre 2010

Date de parution : août 2010

Description :

Jean-Pierre Mon passe du foot à "l'Affaire", ou du vrai poulpe à la pieuvre financière...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'économie allemande va aller de mieux en mieux

On vient en effet d'apprendre que la chancelière allemande Angela Merkel venait de licencier tous ses conseillers économiques pour les remplacer par Paul. Au cas où vous ne le sauriez pas, Paul, c'est la pieuvre de l'aquarium d'Oberhausen (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) qui a prévu tous les résultats de la Coupe du Monde de football. Les poulpes sont en effet des animaux extrêmement intelligents qui disposent, en plus d'un cerveau central, d'un cerveau par tentacule. C'est sans doute pourquoi ils peuvent faire des prévisions fiables, ce qui est loin d'être le cas des économistes. En tous cas, Paul coûtera moins cher.

Vive le mark

Huit ans et demi après l'entrée en circulation de l'euro comme monnaie de paiement, 51,4 % des Allemands souhaitent le retour au deutschemark [\[1\]](#). Ce pourcentage atteint 56 % chez les personnes âgées de 50 à 64 ans. Il n'est que de 42 % chez les 16-29 ans, sans doute parce qu'ils n'ont pas eu la possibilité de se rendre compte de l'augmentation du coût de la vie qu'a occasionnée le passage à l'euro.

Nos concitoyens le savent trop peu : ce sont près de 75 millions d'euros qui, venus de nos impôts, financent chaque année les partis politiques. Et le parti majoritaire, au double titre des suffrages recueillis par ses candidats et du nombre de ses parlementaires, s'y taille la plus belle part. Ainsi, l'UMP, le parti de M. Sarkozy et dont M. Woerth est le trésorier national, a touché 32,2 millions d'euros d'aides publiques directes en 2007, 34,4 millions en 2008, 33,4 millions en 2009 33,3 millions en 2010...

"Shadow banking"

Ce terme désigne, dans le langage des financiers, toutes les activités qui échappent au contrôle des autorités financières qui ne sont pas prises en compte dans les bilans des banques, ou qui sont réalisées par des acteurs para-bancaires comme les assurances ou les fonds d'investissement. Il paraît que la Banque centrale européenne envisage de réglementer davantage ces activités pour éviter de futures crises financières de grande ampleur. La BCE est toujours favorable à de nouvelles réglementations... mais il lui faut beaucoup de temps pour les mettre en place [2] !

La "vérité des prix"

Dans la nuit du 29 au 30 juin, en deux heures, dans son salon, à l'aide de son ordinateur portable, Steven Perkins, courtier en pétrole de l'agence PVM Oil Futures, a acheté, pour 500 millions de dollars, 7,125 millions de barils de pétrole, soit à peu près l'équivalent du tiers de la production totale de l'OPEP [3]. À l'ouverture des marchés, le 30 juin, le prix du baril de Brent, qui est la référence du marché londonien, est passé brusquement de 71 dollars à 73,50 dollars. Affolement des experts et politiciens sur les conséquences de cette envolée des prix sur les économies déjà fragilisées par le krach financier... Le calme n'est revenu que le lendemain matin lorsque l'employeur de Steven Perkins a revendu en catastrophe et à perte les "achats" de son courtier. Du coup, cette cession massive a fait retomber le prix du baril à 69 dollars. Après enquête, on a appris que le courtier avait réalisé ses transactions après un week-end de golf très arrosé. Il a été licencié sur-le-champ et l'Autorité des marchés britanniques l'a condamné à une lourde amende et à cinq ans d'interdiction d'exercice de la profession.

Cette affaire a remis en lumière le rôle de la spéculation sur la volatilité des prix des matières premières, le pétrole étant celle qui est la plus échangée. Les paris des traders dont le comportement moutonnier est bien connu, augmentent la volatilité naturelle des cours sur les marchés à terme et font ainsi régner un climat d'incertitude pour les entreprises, les États... et les automobilistes.

Jusqu'à présent, les tentatives de réglementation du marché du "baril papier" sont restées illusoire.

Les banquiers suisses rigolent

En pleine campagne présidentielle de 2007, Éric Woerth s'est rendu en Suisse récolter des fonds pour financer la campagne de Sarkozy. Rien d'étonnant. En effet, selon Me Warluzel, avocat à Genève, « plus de 50 % de la bourgeoisie française dispose d'un compte en Suisse, au delà des quelques centaines de très grosses fortunes ». La plupart des électeurs de la majorité soutenaient, bien sûr, le candidat de la droite et appréciaient les mesures fiscales qu'il avait prises dès son arrivée au pouvoir dont notamment le bouclier fiscal. Ils ne regrettaient donc pas d'avoir mis la main au portefeuille. Mais voilà qu'éclate la crise financière et qu'Éric Woerth, devenu ministre du budget, se fait, avec son collègue allemand, "preux chevalier" de la guerre contre l'évasion fiscale. Tous deux menacent d'inscrire la Suisse sur la liste noire des paradis fiscaux. Ils réitèrent leurs menaces lors du G20 de Londres en avril 2009 avec l'appui des États-Unis qui harcèlent la banque UBS pour qu'elle livre les données sur les comptes en Suisse de milliers d'Américains. Un accord est finalement trouvé au cours de l'été 2009 : le secret bancaire suisse sera (partiellement) levé, la Suisse signe une nouvelle convention fiscale avec la France.

Ce même été, un informaticien de la banque HSBC vole des listings de clients (dont 3.000 Français) et les transmet aux autorités françaises. Éric Woerth le fait largement savoir et s'en sert pour encourager les Français à rapatrier leurs avoirs en France en leur promettant une grande mansuétude de la part du fisc. Après tout le tapage médiatique qui a accompagné ces annonces, il est tout de même très étonnant qu'Éric Woerth ne sache pas que Mme Bettencourt a

des comptes en Suisse... d'autant plus que son épouse était salariée d'une société financière pour laquelle elle s'occupait justement "d'optimiser" les comptes de Mme Bettencourt. Tout ce roman fait dire à un journaliste de La Tribune de Genève : « Une milliardaire cliente chez nous, un ministre du budget qui reste trésorier de son parti, sa femme qui a ses habitudes à Genève... on s'assied et on regarde ».

L'IGF lave plus blanc !

On sait que François Baroin, qui a remplacé Éric Woerth comme ministre du budget, a demandé à l'Inspection Générale des Finances (IGF) un rapport pour prouver l'absence d'intervention de Woerth dans le dossier fiscal de Mme Bettencourt. En fait, le rapport n'a pas été demandé, comme il se doit, à l'IGF, mais à son chef, ce qui n'est pas la procédure normale. Ce rapport, remis dans des délais très brefs (tout à fait inusuels !), conclut à l'absence de toute intervention de l'ancien ministre du budget dans le dossier fiscal. On n'avait pas besoin de ce rapport pour arriver à cette conclusion, puisque M. Woerth l'avait déjà dit : « Jamais, je dis bien jamais, je n'ai donné la moindre instruction aux services fiscaux concernant la situation de Mme Bettencourt ou celle de l'Oréal ». Mais le devoir d'un ministre, qui se glorifiait en 2009 d'avoir réussi à débusquer des quantités de Français ayant dissimulé leurs comptes en Suisse, n'est-il pas au contraire de demander à ses services d'enquêter sur les comptes de tous ces fraudeurs ?

Alors, complicité ou incompétence ?

Post-scriptum :

Ne quittons pas ce sujet...

On se demande parfois où se réunissent les gens invisibles qui dirigent le monde. Combien sont-ils ? Ressemblent-ils encore à nos 200 familles du XXème siècle ? Sont-ils désincarnés ? Ont-ils le visage des mafiosi ? Suivent-ils un office, à genoux, dans une chapelle ? Vivent-ils dans un bunker ? Ricanent-ils derrière leurs vitres blindées quand le bon peuple défile sous leurs fenêtres (par caméras interposées) ? Sont-ils dans l'état d'esprit des Versaillais, ou pire encore, sont-ils déjà dans une dimension spatiale ?

On peut tout imaginer...

et, sans doute, un intérêt du livre présenté ci-après par Bernard Blavette est-il déjà de rendre crédibles des idées un peu folles.

G.E.

[1] Sondage de l'institut Ipsos du 29/05/2010.

[2] Voir GR 1110, juin 2010.

[3] Le Monde 2 juillet 2010.